

seront les pays scandinaves, la Hollande, la Belgique, peut-être la France, probablement l'Inde anglaise et les autres dominions britanniques sauf le Canada, et les colonies anglaises. Qui fera partie du bloc du dollar? Le Canada, les Etats-Unis, les Antilles, l'Amérique du sud, quelques pays de la région du Pacifique, ce qui est possible, et quelqu'un a même laissé entendre qu'on tâcherait d'inclure la Chine. Je tiens à préciser. Je veux qu'il soit bien compris que le Canada ne se prête ni à l'un ni à l'autre bloc. L'histoire et les progrès économiques nous placent dans le bloc sterling, tandis qu'au point de vue géographique, nous faisons partie du bloc du dollar. Nous ménageons la chèvre et le chou. En traitant de la question du bloc sterling, l'*Economist* de Londres prétend que le Canada en sera nécessairement exclu et l'auteur de l'article met Terre-Neuve dans le même cas. "Le Canada devra nécessairement en être exclu", dit-il.

J'affirme que c'est là pour nous une situation d'une extrême gravité. Je dis donc que nous devrions faire tout en notre possible—comme j'espère et je crois que nous le faisons—pour que les entretiens dont j'ai parlé soient couronnés de succès.

M. MAYBANK: L'honorable député me permet-il une question?

M. MACDONNELL: L'honorable député veut-il me laisser terminer?

M. MAYBANK: Comme vous voudrez.

M. MACDONNELL: Je disais donc qu'il est de la plus haute importance que nous tentions de libérer les débouchés du commerce. Nous devrions souhaiter ardemment le succès des pourparlers qui se poursuivent actuellement à Washington.

Je comprends fort bien pourquoi le peuple anglais est préoccupé. Il est d'avis que si les Etats-Unis consentent à conclure une entente et que plus tard ils désirent l'annuler, ils en ressentiront, grâce à leur immense marché domestique, beaucoup moins de répercussions que la Grande-Bretagne. Celle-ci craint que les Etats-Unis n'aient peut-être pas encore appris que le commerce se fait dans les deux sens. Mais j'estime que nous pouvons fort bien leur signaler que les dangers que présentent le régionalisme et le commerce bilatéral sont les pires de tous, car si le régionalisme prévaut et si l'univers est divisé en blocs, nous constaterons que les Etats-Unis nous feront une rude concurrence sur le marché mondial qui sera d'autant plus restreint que le commerce en sera entravé, et nous aurons beaucoup moins de chances de succès que si nous essayions dès maintenant de coopérer

[M. Macdonnell.]

avec les Etats-Unis afin de libérer autant que possible les voies commerciales.

Un dernier point à ce propos. Le Canada est un pays qui a beaucoup d'excédents. Je suis enchanté de ce qu'on nous dise prêts à coopérer. Nous devrions consentir du crédit à conditions faciles aux pays étrangers, et cela pour deux raisons, l'une s'inspirant de motifs élevés et l'autre de motifs pratiques. En premier lieu, parce que les considérations d'humanité l'exigent, et en second lieu parce que cela est conforme aux bons principes en affaires. Les gens sages s'efforceront de consentir des avances à leurs bons clients jusqu'à ce que ces derniers, bien qu'ils ne puissent pas aujourd'hui payer comptant, soient en mesure de s'acquitter de leurs dettes.

J'ai parlé du commerce avec l'étranger et des effets qu'il exerce sur l'embauchage, mais il ne faut pas compter uniquement sur le commerce avec l'étranger. Quelques mots maintenant sur l'emploi au pays même. Sans doute, il nous faut traiter ce problème avec tout le flair et tout le sens pratique possible. L'emploi au pays est surtout une question d'hommes. Il faut avoir suffisamment d'hommes doués de connaissances, d'initiative et prêts à courir des risques; il faut aussi qu'ils aient suffisamment d'enthousiasme pour accomplir ce qu'il y a à faire. Pour être véritablement sincères, force nous est d'admettre que le plus grand nombre chez nous cherchent un emploi, demandent à travailler pour les autres. Cependant, nous ne devons pas l'oublier, les véritables leviers de la société sont ceux qui, non contents de louer leurs services, se donnent la peine de fonder leurs propres entreprises. Au premier rang de ceux-ci viennent les producteurs au premier degré, les cultivateurs, les mineurs et les pêcheurs. Dieu sait comme ce genre d'entreprises est aléatoire. Mais la nature y a vu; ces gens ne craignent pas les risques. Au deuxième plan, viennent les manufacturiers, les commerçants et autres, notamment, songeons-nous dès l'abord, ces organisateurs de petites entreprises. De ces derniers, il nous faut un nombre constant chaque année. Or n'allons pas oublier, en voyant vivre ces gens, parfois en nous laissant aller à des critiques et en ne les trouvant pas toujours tendres et gentils, prêts à donner jusqu'à leur dernier sou, qu'il nous faut compter sur eux pour la production. Il ne faut pas nous tracasser si quelquefois il font trop d'argent; le fisc y mettra bon ordre. Ce qu'il nous faut ce sont l'énergie et le goût du risque, qualités qui se trouvent tout aussi bien dans notre classe agricole que chez nos autres producteurs au premier degré.

Un mot maintenant des bénéficiers. D'aucuns s'indignent à la pensée d'un tel mobile. La